

Recherches sociographiques



Les étudiants, les dirigeants et l'université : Doctrines étudiantes et doctrines universitaires

Richard Simoneau

Volume 13, Number 3, 1972

Idéologies et politiques étudiantes

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/055587ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/055587ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

Les étudiants, les dirigeants et l'université : Doctrines étudiantes et doctrines universitaires

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Simoneau, R. (1972). Les étudiants, les dirigeants et l'université : Doctrines étudiantes et doctrines universitaires. *Recherches sociographiques*, 13(3), 343–363. <https://doi.org/10.7202/055587ar>

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1972

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LES ÉTUDIANTS, LES DIRIGEANTS ET L'UNIVERSITÉ : DOCTRINES ÉTUDIANTES ET DOCTRINES UNIVERSITAIRES *

I. INTRODUCTION

Les étudiants ont joué un rôle politique et idéologique de premier plan dans la société québécoise au cours de la dernière décennie.

Quelques années avant 1960, les premières luttes pour la démocratisation du système d'éducation et la modernisation des institutions politiques québécoises ont contribué à mobiliser et à unifier divers groupes universitaires restés jusqu'alors sans orientations autonomes, et dont les intérêts se limitaient la plupart du temps au folklore étudiantin.

Les premières années de la période de la Révolution tranquille fourniront au mouvement étudiant l'occasion d'effectuer de multiples gains. La généralisation des organisations syndicales en milieu étudiant est facilitée sinon encouragée par un régime politique soucieux d'ouverture et de concertation. En retour, la faction avant-gardiste du parti au pouvoir, néo-nationaliste et technocrate, bénéficie de l'appui fervent des étudiants, qui la pressent d'accroître le rythme et l'étendue des réformes et combattent vigoureusement tous les partisans d'un retour en arrière.

Intelligentsia, groupe de pression, mouvement social, les étudiants font alors figure d'alliés et d'opposants au régime néo-libéral : ils négocient au sommet avec les grands commis de l'État ; ils organisent, à la base, des grèves et des marches de protestation ; ils envoient de l'argent aux ouvriers grévistes ; ils font parvenir leurs mémoires et leurs télégrammes aux chefs politiques.

Mais au milieu de la décennie, le glissement progressif du régime au pouvoir vers des positions conservatrices, puis la victoire électorale des forces de droite au scrutin de 1966 incitent les étudiants à réviser leurs

* Ce texte est extrait d'un rapport de recherches : Richard SIMONEAU, *Les idéologies étudiantes, les doctrines universitaires et l'idéologie dominante*, Faculté des sciences sociales, Université Laval, 1972, 219 p. (LETMOS)

Il s'agit d'une thèse de maîtrise en sociologie. (N.d.l.r.)

orientations. N'ayant plus accès au pouvoir, un temps désenchantés et désorientés, ils se replient dans une opposition de plus en plus virulente qui se nourrit de nouveaux thèmes : le combat de la bureaucratie étatique, les luttes internationales contre l'impérialisme, la crise de l'université, les conflits de générations.

La révolte étudiante internationale qui survient en 1968 a un impact notable en milieu québécois. Les mois d'automne, période d'apprentissage de la contestation autochtone, sont l'occasion d'un bouillonnement idéologique inusité. Les organisations syndicales et les journaux étudiants se sabordent joyeusement pour satisfaire les exigences de la gauche et de la droite. Les groupuscules se démultiplient, la polarisation des tendances s'accroît comme jamais auparavant.

L'éclectisme des mots d'ordre et des stratégies étudiantes favorise alors toutes les prétentions. Les revendications nationalistes (Québec français, McGill français), les demandes de services (résidences, cafétérias, transports, examens, notes de cours) permettent au mouvement de rester un certain temps sur sa lancée. Mais en l'absence de leaders et d'organisation, les discours, les manifestes, les journées d'études, les occupations symboliques ont tôt fait de le consumer. Récupéré en partie, depuis, par les forces souverainistes, dominé par les multiples courants de la nouvelle culture, le mouvement étudiant québécois est devenu, au cours des dernières années, singulièrement passif. Comment cela s'explique-t-il ?

Position du problème

La notion de mouvement étudiant, on le sait, recoupe un ordre multiple de phénomènes. L'impact international des luttes étudiantes de la dernière décennie, la variabilité de leurs manifestations, la diversité de leurs objectifs rendent malaisée toute généralisation sur la nature du mouvement et obligent les analystes à considérer en chaque cas les caractéristiques des divers groupements nationaux et les traits spécifiques des diverses sociétés où ils s'insèrent.

Le dossier des analyses du mouvement étudiant et de l'université se présente conséquemment sous un jour complexe. Devant l'universalité et l'ampleur du phénomène, les commentateurs ont été amenés à épuiser — sinon, parfois, à confondre — tous les registres d'explication. D'innombrables approches existent, dont les degrés de pertinence, d'intérêt, de rigueur, fort variés, ne peuvent être discutés dans le cadre de ce court article.¹ Nous nous bornerons dans ce cas-ci à résumer les quelques hypothèses ayant orienté notre propre analyse.

¹ Voir la note critique intitulée « Crise de l'université, mouvement étudiant et conflits sociaux », dans *Sociologie du Travail*, 1969, 3, pp. 287-336.

D'un côté, voulant éviter d'assimiler le mouvement étudiant québécois à un groupe restreint d'agents (son avant-garde), à un type particulier de discours, à une séquence d'événements précis, nous avons cherché, au départ, à identifier la multiplicité de ses formes différentielles, ce, au plan institutionnel comme au plan historique.

Nous avons choisi d'analyser les diverses caractéristiques du mouvement telles qu'elles se manifestent dans cet environnement précis qu'est l'université ; plutôt que de considérer l'action du groupe étudiant isolément, nous avons étudié les rapports qu'elle entretient avec l'action du groupe institutionnel concurrent, celui des dirigeants universitaires ; nous avons enfin cherché à voir comment les actions des deux groupes, et leurs inter-relations, peuvent être modelées par les éléments du contexte institutionnel et socio-historique où elles s'inscrivent.

Pour les fins de notre étude, nous avons défini le mouvement étudiant comme étant principalement orienté vers l'action idéologique. Pareille hypothèse, croyons-nous, renvoie à l'analyse des formes les plus manifestes et les plus caractéristiques du mouvement, tel qu'il est apparu au Québec, au cours des années récentes, et d'une manière plus générale au cours des dernières décennies. Elle n'exclut en rien, ainsi qu'on le verra, l'éventuelle étude des autres dimensions pertinentes du mouvement, tout comme elle n'interdit pas le renvoi, au terme de la démarche d'analyse, à d'autres registres d'explication. Le domaine des idéologies étant probablement celui où l'écart entre les ambitions théoriques et les outils positifs d'explication est l'un des plus marqué, il paraît indiqué d'exposer brièvement les postulats dont s'inspire notre étude à ce chapitre, et les limites qui y sont assorties.

Les diverses théories qui définissent l'idéologie comme un reflet, exact ou non, ou comme un simple effet des autres pratiques (politiques, économiques) éludent inévitablement au départ le problème de sa substance propre. L'idéologie paraît n'être, en effet, ni la pure expression de la souveraineté de l'agent, et à ce titre, dépourvue de toute fonctionnalité, ni le produit mécanique d'autres types de pratiques ou de structures entrevues souvent comme plus objectives.

Un modèle qui conçoive l'idéologique comme étant l'un des niveaux constitutifs de la formation sociale, relativement autonome, à la fois indépendant et tributaire des autres niveaux, et qui privilégie au départ l'étude de ses éléments de contenu et de ses mécanismes spécifiques paraît, quant à nous, plus approprié.²

Ainsi que beaucoup l'ont souligné, l'idéologique est affecté dans son fonctionnement d'un visible coefficient d'autonomie. Tout travail idéologique s'effectue toujours dans le temps long ; l'idéologie reste en tout temps tribu-

² Voir : P. BOURDIEU et J.C. PASSERON, *La reproduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 ; D. VIDAL, *Essai sur l'idéologie*, Paris, Anthropos, 1971.

taire de son passé propre et résiste de maintes façons aux réformes et aux changements qui s'inscrivent aux autres niveaux de la formation sociale. Au surplus, l'imaginaire et le symbolique ont une logique d'opération complexe et s'actualisent dans des phénomènes dont la signification, loin d'être livrée à ciel ouvert, demande souvent à être déchiffrée. Par ailleurs, l'idéologique est évidemment aussi pourvu d'un coefficient de dépendance. Les valeurs, les croyances, les éléments de connaissance, les styles prédominants dans une formation sont organisés en diverses configurations (idéologies générales, doctrines, discours) qui s'ordonnent entre elles de manière bien précise. *Les relations de dominance et de dépendance* qui alors se manifestent sont l'expression de rapports sociaux idéologiques qui, pour être expliqués, doivent être rapprochés des types de rapports, identiques ou décalés, qui peuvent être observés aux niveaux politique et économique.

« Dans une formation sociale déterminée, les instances qui prétendent objectivement à l'exercice d'un pouvoir d'imposition symbolique et revendiquent le monopole de la légitimité entrent nécessairement en relations de concurrence, cela parce qu'il n'y a pas d'instance à légitimer les instances de légitimité et que leurs revendications tiennent leur force en dernière analyse de la force des groupes ou classes dont elles expriment (directement ou médiatement) les intérêts matériels et symboliques. »³

Les jalons de la démarche d'analyse commencent dès lors à se préciser. *L'étude de l'idéologique dans ce qu'il a de spécifique nécessite d'abord une approche régionale.* Le modèle doit permettre d'une part de distinguer les diverses formes idéologiques suivant leur rythme de fonctionnement et leur lieu d'insertion (sociétal, institutionnel, psycho-social). Passant ainsi des types de pratique les plus redevables à l'événement et à la parole (les discours) à des configurations toujours plus englobantes (les doctrines, les idéologies générales), il doit conduire à l'identification des rapports existant entre les ensembles de différents niveaux, faire ressortir l'orientation et l'efficacité de ces rapports et le type de travail idéologique qu'ils manifestent. Les rapports sociaux idéologiques étant identifiés, se pose bien sûr la question des déterminismes qu'ils sous-tendent, des liaisons avec les autres niveaux de pratique (politique, économique) qu'ils manifestent. Mais cela ne peut être fait qu'en un deuxième temps.

Méthodologie

Du mouvement étudiant québécois nous n'avons étudié que les seules dimensions universitaires et, plus particulièrement encore, les aspects qu'il a

³ P. BOURDIEU et J.C. PASSERON, *op. cit.*, p. 53.

pris dans une institution, l'Université Laval de Québec.⁴ Une partie de notre matériel d'enquête fut recueillie lors d'un programme d'entrevues réalisé au printemps de 1969. Une trentaine de groupes, comprenant chacun de cinq à dix répondants furent alors interrogés. C'est d'abord le souci d'un inventaire exhaustif des orientations du milieu étudiant contemporain qui nous fournit le critère de sélection ; l'on rencontra des groupes de facultés (grandes et petites, professionnelles, culturelles et scientifiques), des groupes à vocation intellectuelle (journalistique, religieuse, théâtrale, etc.), des groupes d'action (exécutifs, animateurs, occupants), d'autres à caractère spécifique (nouveaux arrivants, gradués, résidents, etc.). Un schéma d'entrevue semi-directive, touchant les problèmes de la pédagogie, de l'organisation universitaire et de la société québécoise fut alors appliqué.

Ainsi qu'il est souligné plus haut, il nous apparaissait nécessaire de relier la recherche sur les idéologies étudiantes contemporaines à une analyse plus exhaustive des idéologies émanant du système universitaire. Une histoire comparée des doctrines universitaires, tant celles des dirigeants que celles des leaders étudiants, devait nous permettre de dégager la nature des rapports idéologiques entre les deux groupes à diverses périodes historiques et de saisir la spécificité de l'état présent.

L'on choisit donc d'analyser les journaux étudiants, vu leur intérêt et leur facilité d'accès. Le journal *Le Carabin* et son continuateur immédiat *Le Quartier Latin* furent retenus. L'on étudia plus de la moitié de tous les numéros publiés depuis le début des années trente, concentrant davantage notre attention sur un certain nombre d'éditions annuelles jugées importantes : 1938-39 (l'avant-guerre), 1952-53 (le centenaire de l'Université Laval), 1957-58 (la grève des étudiants), 1966-67 (l'apogée du syndicalisme et du journalisme étudiant), 1968-69 (la crise), ainsi que la première édition (1969-70) du magazine *Le Quartier Latin*.

Dans le cas des dirigeants, la quasi totalité de leurs publications (livres, essais, mémoires, communiqués) disponibles à la bibliothèque générale de l'Université Laval furent dépouillées.

En raison des contraintes posées par la qualité des matériaux et des informations que nous y cherchions, l'on eut recours à des méthodes différentes pour l'analyse de ce que nous nommerons dorénavant les *doctrines* et les *discours*. L'étude des doctrines devait permettre d'identifier les principales séquences de développement des idéologies des deux groupes ; vu l'abondance et l'hétérogénéité du matériel, l'on opta pour une approche monographique. Dans le cas des entrevues, étant donné le très haut degré de redondance du message parlé et la parenté manifeste des discours avec les doctrines

⁴ Le lecteur devinera les incidences d'un tel choix sur la portée finale de l'analyse, de même qu'il discernera aisément l'ordre des contraintes et des motifs coutumiers, essentiellement pratiques, nous ayant obligé à effectuer ce choix.

déjà analysées, l'on choisit une méthode de type sémantique alliant la rigueur à l'économie de moyens.

II. LES PÉRIODES DE L'HISTOIRE IDÉOLOGIQUE UNIVERSITAIRE

Nous avons distingué au départ trois périodes dans l'histoire idéologique universitaire. Étant entendu qu'il s'agit là d'objets construits, ces périodes doivent être conçues comme des *séquences à dominante* plutôt que comme des types idéaux. À chaque période s'affirme en effet la dominance d'une doctrine sur d'autres, qui n'en peuvent pas moins perdurer et coexister avec celle-ci dans le même cadre institutionnel. De même, en parlant de séquences, l'on veut éviter d'aborder les problèmes de la genèse et du déclin de l'idéologie, difficiles à repérer dans les faits ; il n'y a pas, à vrai dire, de coupure chronologique entre les périodes que l'on a distinguées, mais intersection plus ou moins large entre des ensembles qui s'inscrivent en parallèle durant un certain temps, et qui ont un mouvement de développement inégal.

Pour l'ensemble des périodes l'on a relevé six types de doctrines, que l'on a identifiés de la manière suivante : dans le cas des étudiants, 1. la doctrine traditionnelle, 2. la doctrine syndicale, 3. la doctrine libertaire ; dans le cas des dirigeants, 1. la doctrine humaniste, 2. la doctrine libérale, 3. la doctrine du développement.

L'on examinera, pour commencer, la nature des rapports idéologiques entre les deux groupes à chaque période, tels qu'ils ressortent de la comparaison de leur doctrine respective.

a) *Première période*

La doctrine étudiante et la doctrine des dirigeants, à la première période, privilégient un ordre identique de principes et paraissent dérivées toutes deux d'une seule et même idéologie pré-industrielle, à forte saveur religieuse et culturelle.

Les deux doctrines insistent, en effet, au plan sociétal, sur la sauvegarde des traditions culturelles autochtones et le rejet des idées « modernes » ou étrangères, la défense de l'économie artisanale et agricole et le refus du capitalisme, la préservation de l'organisation sociale communautaire et l'indifférence envers l'État et l'ordre juridico-politique.

« Résumons-nous. Sous son triple aspect politique, social, religieux, l'erreur de la civilisation moderne peut se ramener à ceci : matérialisme et divinisation de l'homme dans le domaine religieux, mercantilisme industriel sous sa forme capitaliste ou socialiste, démocratie égalitaire dans le domaine politique. »⁵

⁵ *Le Carabin*, 1941-42, I, 13, p. 5.

La doctrine étudiante du premier moment n'est, de fait, qu'une copie malhabile de la doctrine des dirigeants, laquelle est tout entier tributaire de l'idéologie du nationalisme religieux dominante dans la société d'alors.

« Notre patriotisme consiste à nous imprégner de cette hiérarchie de valeurs selon laquelle nous sommes attachés d'abord et avant tout à notre religion, ensuite à notre culture qui nous inspire d'être loyaux même au-dessus des divisions de classes, de partis, de groupements et d'intérêts. »⁶

Les deux doctrines définissent bien sûr d'une même façon l'institution universitaire : la vocation de l'université est de conserver et de transmettre le savoir, plutôt que de le découvrir ; la culture universitaire est constituée de savoirs purs, gratuits, généraux ; les enseignements spécialisés, techniques, professionnels n'y occupent qu'une place subsidiaire.

La tâche séculière de l'université traditionnelle étant vue comme subordonnée à sa mission religieuse, les sciences et les savoirs universitaires seront entièrement définis comme tributaires de la théologie et de la philosophie catholique.

« Il est entendu que l'ordre social est impossible sans un ordre intellectuel et l'ordre intellectuel ne se conçoit pas sans un principe : Dieu. »⁷

« On ne sait pas assez qu'une déviation dans l'ordre des premiers principes peut compromettre l'ordre économique lui-même. »⁸

Pour les dirigeants traditionnels il ne peut exister, en effet, telle chose qu'une connaissance purement rationnelle. Ce sont les canons de la théologie et de la métaphysique qui permettent de déduire la nature et l'importance respective des diverses sciences « profanes » au sein de l'université catholique. La première place revient naturellement à la philosophie thomiste « instrument de travail du théologien »,⁹ « reine des sciences humaines »,¹⁰ qui a pour mission de juger les fondements des sciences expérimentales, la valeur des doctrines philosophiques et sociales. Tout autour gravitent les humanités et les lettres chrétiennes, les sciences juridiques « prolongement du droit naturel établi et interprété par la philosophie catholique »,¹¹ les sciences sociales qui ont pour but de « répandre les doctrines d'ordre de la philosophie chrétienne des encycliques pontificales et de l'Évangile ». ¹²

⁶ *Le Carabin*, 1952-53, XIII, 20, p. 3.

⁷ Jean BRUCHÉSI, *L'Université*, Québec, PUL, 1953, p. 41.

⁸ Mgr L.A. PAQUET, *L'oeuvre universitaire*, Québec, Imprimerie de l'Action Sociale, 1920, p. 13.

⁹ Comité d'aide à Laval, *Manuel des orateurs*, Québec, Université Laval, 1948, p. 24.

¹⁰ Mgr L.A. PAQUET, *op. cit.*, p. 13.

¹¹ *Ibid.*

¹² Mgr Camille ROY, *Nos problèmes d'enseignement*, Montréal, Lèvesque, 1935, p. 171.

L'université traditionnelle a pour vocation première d'assurer la survie de la race ; elle remplit sa mission en assurant l'intégrité du patrimoine culturel-religieux autochtone, en préservant la société de l'influence des philosophies et des idéologies malsaines qui originent de l'étranger : le matérialisme, le modernisme, le positivisme, le protestantisme.¹³

L'université traditionnelle a aussi une autre fonction qui consiste à fournir à la société québécoise les élites dont celle-ci a besoin. Visant, suivant la conception de Jaspers,¹⁴ à former, non pas « la classe dominante », mais « l'aristocratie de l'esprit » nécessaire au gouvernement du peuple, l'université traditionnelle ne peut bien sûr pas être ouverte à tous.

Les dirigeants traditionnels, suivis en cela par les étudiants, sont « contre l'accessibilité générale à l'université »,¹⁵ idée qu'ils croient résulter « d'une certaine méconnaissance du but de l'université ». ¹⁶ Ils invoquent l'argument théologique qui explique l'accession à l'université par les desseins mystérieux de la Providence :

« C'est une institution qui doit être regardée comme un patrimoine commun et dont les plus humbles fils de cultivateurs et d'ouvriers peuvent un jour être appelés non seulement à recueillir les fruits mais à gravir les sommets. »¹⁷

Les états d'inégalité intellectuelle et économique qui séparent les diverses couches de la société sont d'ailleurs entrevus comme naturels, inévitables, par une pensée sociale autochtone qui valorise l'ordre et la paix sociale, la solidarité de toutes les classes dans la promotion d'une même mission religieuse et nationale.

« Peu importe que nous soyons des travailleurs manuels ou des travailleurs de l'esprit, tous nous devons collaborer ensemble (...). Une université prospère est une garantie pour la vie morale, intellectuelle et matérielle d'un peuple. »¹⁸

Au plan de la pédagogie, la conception des dirigeants traditionnels n'est que la répétition des grands principes synthétisés par Newman au XIX^e siècle : le but fondamental de l'enseignement universitaire est « d'éduquer la volonté, former les caractères, édifier la personnalité morale ». ¹⁹ Il s'agit de former ce *gentleman*, cet homme d'élite qui par sa culture, son esprit discipliné, ses comportements nobles et raffinés se distance naturellement du peuple.

¹³ Comité d'aide à Laval, *op. cit.*

¹⁴ Karl JASPERS, *The Idea of the University*, Boston, Beacon Press, 1959.

¹⁵ Jean BRUCHÉSI, *op. cit.*, pp. 65, 80 et 102.

¹⁶ Maurice LEBEL, *Quelques considérations sur le rôle de l'université au XX^e siècle*, Québec, (s. éd.), 1961, p. 2.

¹⁷ *Mandement collectif des évêques*, 17 mars 1920, reproduit dans Mgr L.A. PAQUET, *op. cit.*, p. 29.

¹⁸ Comité d'aide à Laval, *op. cit.*, p. 14.

¹⁹ Jean BRUCHÉSI, *op. cit.*, p. 74.

« L'université laisse dans la pensée et dans l'âme de ses élèves une empreinte (...) faite non seulement de savoir technique, mais de curiosité intellectuelle, de probité morale, de distinction de manières. Il se crée dans le monde une élite qui marche en tête de tous les groupes. »²⁰

La relation pédagogique est orientée vers la réalisation de cet idéal. Elle ne peut être qu'inégalitaire puisqu'elle met en relation l'individu qui sait et celui qui ignore. L'étudiant se présente comme un être à demi-discipliné et socialisé, prisonnier de ses pulsions, limité dans ses expériences et ses connaissances. Le professeur doit donc assumer un rôle de père, de guide, d'autorité ferme et bienveillante.

« Il doit amener peu à peu les étudiants à découvrir leurs aptitudes, leurs qualités latentes, leur voie. Il se dégage de son enseignement une philosophie de la vie grâce à quoi ses étudiants peuvent s'ajuster au monde nouveau qui s'ouvre à eux. »²¹

L'étudiant, de son côté, paraît se soumettre volontiers aux maîtres, comme il s'identifie aux aînés, comme il se retrouve solidaire de l'élite dirigeante, à laquelle il croit d'ailleurs d'ores et déjà appartenir.

« Redoutable mandat, terrible fardeau que d'être *choisi* pour la Vérité. C'est pourtant notre rôle à nous, nous qui avons ce privilège d'avoir été appelés à une plus grande connaissance. »²²

« Nous ne subissons pas l'autorité de l'Église, nous nous en nourrissons. Nous ne subissons pas la tyrannie de la Vérité, nous nous en enrichissons. »²³

Toutes les valeurs, tous les schémas d'action étudiants étant prescrits par l'autorité institutionnelle, sociale, religieuse, ne subsistent en marge d'une doctrine d'emprunt que des intérêts folkloriques bien caractéristiques du milieu étudiant traditionnel : goûts prononcés pour l'esthétisme, l'érudition, les loisirs, l'humour et les « divertissements » anodins, les relations sociales. Les préoccupations prosaïques des carabins, les dissertations livresques des idéologues révèlent, chacune à leur manière, le conservatisme de pensée du groupe étudiant traditionnel, son absence d'autonomie face aux autorités institutionnelles et à la classe dirigeante dans la société d'alors.

b) *Deuxième période*

Les rapports entre la doctrine étudiante, celle des dirigeants et l'idéologie dominante dans la société québécoise pouvaient être aisément schématisés à la première période. Les doctrines de la deuxième période, parce qu'elles s'inscrivent dans des lieux différents, entretiennent des rapports

²⁰ Mgr L.A. PAQUET, *op. cit.*, p. 8.

²¹ Maurice LEBEL, *op. cit.*, p. 14.

²² *Le Carabin*, 1952-53, XIII, 1, p. 5.

²³ *Le Carabin*, 1952-53, XIII, 21, p. 3.

beaucoup plus fluides et plus ambigus. Nous commencerons par résumer les principaux traits de chacune.

La doctrine syndicale

Une affirmation de l'autonomie et de la spécificité des intérêts étudiants, une conscience aiguë des multiples retards de la société québécoise, une adhésion quasi inconditionnelle à tous les programmes de réforme et de rattrapage, telles sont les lignes de force de la doctrine syndicale.

Depuis l'après-guerre les journalistes étudiants revendiquent sans cesse, avec de plus en plus de fermeté, le droit à la liberté d'expression et la dissidence, et exercent de nombreuses critiques, chaque fois plus franches et plus virulentes, contre le régime en place, dominé par la petite bourgeoisie professionnelle de souche rurale :

« Corruption, nausée, démagogie, abêtissement populaire (...) c'est la politique. »²⁴

« La bouillabaisse nationaliste et cléricale (...) servie à grands chaudrons à toute une génération a stérilisé et conformisé une assez grande partie de l'élite actuelle pour qu'il ne soit pas exagéré de parler de démission. Quand je dis élite, je dis ceux qui ont l'argent, les pouvoirs, les respects et qui laissent mûrir les abcès par complicité ou aveuglement. »²⁵

En même temps ils ont commencé à débattre la question de la réforme. Ils citent l'exemple de la révolution mexicaine ou du travaillisme anglo-saxon. Ils parlent d'internationalisme, d'impérialisme et de sous-développement. Ils confrontent le capitalisme et le communisme : « attention nous sommes aussi matérialistes qu'eux (...) il faut défendre la liberté, mais nous sommes asservis à l'économique. »²⁶ Ils prennent appui sur Keynes pour conclure que le libéralisme économique total est désuet et qu'il faut réorganiser l'ordre économique-social sur la base du salariat, du syndicalisme, de la sécurité sociale, de la justice fiscale, de l'intervention de l'État comme arbitre ou instrument du développement. Ils réclament avec force la modernisation des institutions québécoises, la démocratisation du pouvoir, une utilisation rationnelle des ressources, une réduction des écarts entre les groupes sociaux.

Le socialisme et la démocratie sont les maîtres-mots du programme de réforme. Quel sens les journalistes étudiants donnent-ils à ces termes ? L'équipe de 1949 ne dit mot de son allégeance ; la doctrine sociale de l'Église sert d'appui à son ouvriérisme militant. L'équipe de 1957 croit bon de se distancer des partis socialistes « matérialistes » condamnés par l'Église ; elle affirme se situer dans la lignée du travaillisme. Celle de 1966 est partisane de la ligne dure : les claironnantes références à Marx et les dénonciations

²⁴ *Le Carabin*, 1949-50, X, 24, p. 1.

²⁵ *Le Carabin*, 1957-58, XVIII, 17, p. 12.

²⁶ *Le Carabin*, 1950-51, XI, 24, p. 5.

multiples des groupes réactionnaires coexistent par ailleurs avec d'autres schémas idéologiques beaucoup plus souples.

Il semble donc, tout au long de la période, que l'on se situe toujours entre la social-démocratie européenne et les courants plus radicaux du socialisme tiers-mondiste. Au demeurant la généralité des thèses et des mots d'ordre constamment répétés masque complètement les possibles divergences doctrinales. Les étudiants croient en la légitimité de l'État parlementaire et de ses institutions supports. La référence aux groupes défavorisés leur fournit surtout un indice exemplaire de la non-intégration de la société et un bilan concis des réformes à opérer.

D'ailleurs, après 1960, tout en hésitant entre l'opposition et l'intégration, les étudiants s'attacheront à promouvoir les politiques réformistes de la nouvelle élite urbaine dirigeante. Ils applaudiront les efforts de l'avant-garde libérale, la presseront d'accentuer le rythme et l'étendue d'un mouvement de réforme dont eux-mêmes auront du mal à percevoir le terme et la forme accomplie.

Les étudiants, sous le régime duplessiste, combattent fermement l'idéologie du nationalisme culturel. Qu'après 1960 ils se découvrent soudainement indépendantistes ne doit pas faire illusion. Ils ont toujours rejeté l'idée *traditionnelle* de la nation et tout ce qu'elle connottait : xénophobie, obscurantisme, cléricanisme. Fidèles à leur projet social, rebelles à tout chauvinisme, ils trouvent dans le thème nouveau de l'indépendance l'idée d'un dépassement du réformisme à courte vue, et celle de l'édification d'un État démocratique à proximité des citoyens québécois.

Tôt regroupés en syndicat, essayant de lier étroitement leur engagement au niveau institutionnel aux luttes sociales et politiques qui se déroulent au dehors, les étudiants font porter l'essentiel de leur action sur les problèmes d'éducation.

« (...) Afin que tous les étudiants soient sur le même pied au point de départ nous réclamons la gratuité universitaire. La valeur individuelle fera les frais de la différenciation ultérieure. »²⁷

« Que les étudiants prennent conscience que leurs problèmes ne sont que des aspects étudiants des problèmes nationaux. »²⁸

Après le renversement du régime duplessiste en 1960 et les débuts de la réforme du système d'éducation public, la lutte pour la modernisation et la démocratisation de l'institution universitaire sera poursuivie de plus belle, de l'intérieur, contre les valeurs surannées de l'idéologie naguère dominante : l'autoritarisme, le cléricanisme, les intrigues et les trafics d'influence, la maladministration. Les étudiants ne veulent pas saborder l'université ; ils

²⁷ *Le Carabin*, 1957-58, XVIII, 17, p. 2.

²⁸ *Le Carabin*, 1966-67, XXVII, 0, p. 2.

demandent qu'elle s'adapte au plus tôt à la société nouvelle que l'on est à construire. Ils exigent une université laïque, non-confessionnelle, moderne et productive, vouée à la science, assumant ses responsabilités sociales, contribuant au progrès intellectuel et à la croissance. Et ils revendiquent en même temps le droit de participer aux décisions.

« Car l'université, en fin de compte, c'est qui ? Nous les étudiants. On peut toujours inventer des machines à administrer (...) mais des machines à recevoir un enseignement universitaire... enfin ça n'est pas tout de suite. »²⁹

La doctrine libérale

Pareille revendication laisse sceptiques les dirigeants universitaires ; car ces derniers croient toujours que l'université constitue « une communauté naturellement orientée vers le bien commun », et que les étudiants, pour bien remplir leur rôle, doivent faire preuve de coopération, d'ouverture, de docilité aussi, dans leurs relations avec les professeurs, qui jouissent d'une « autorité incontestable ». ³⁰ Mais pour le reste les dirigeants de la deuxième période se retrouvent souvent d'accord avec les étudiants. Ils réclament, d'une manière différente il est vrai, la démocratisation de l'accès à l'université, mais reconnaissent la nécessité de mesures sélectives, comme les étudiants d'ailleurs.

« Les peuples les plus civilisés sont ceux qui ont le plus richement outillé leurs universités et les ont remplies d'un plus grand nombre d'étudiants. »³¹

Ils ne nient point la vocation de développement et de croissance de l'université.

« Elle assure à toute la nation un haut degré de civilisation qui se reflète dans la sagesse des institutions politiques, la compétence de l'administration publique, la qualité des services professionnels, l'efficacité de l'industrie et du commerce, l'élévation générale du niveau de la culture intellectuelle et du bien-être matériel. »³²

Mais ils la subordonnent à une mission plus fondamentale, à caractère scientifique et spéculatif. Savants et intellectuels libéraux, ils croient que l'université doit avant tout promouvoir les valeurs du pluralisme intellectuel, de la rationalité et de l'objectivité scientifique, de l'universalisme de pensée, et pour cela être affranchie à la fois des idéologies extérieures et des contraintes d'ordre pratique.

Cela vaut pour les disciplines universitaires qui doivent pouvoir se développer en toute autonomie suivant la tradition qui leur est propre.

²⁹ *Le Carabin*, 1966-67, XXVII, 0, p. 4.

³⁰ Mgr VACHON, *Communauté universitaire*, Québec, PUL, 1963, p. 20.

³¹ *Mémoire de l'Université Laval à la Commission Tremblay*, Québec, (s. éd.), 1954, p. 2.

³² *Ibid.*

« [Il incombe donc] de respecter le dynamisme de l'intelligence dans chaque domaine du savoir et la diversité des acquisitions à l'actif de chacune des sciences. »³³

Cela vaut pour les universitaires eux-mêmes qui doivent analyser objectivement les problèmes et les conflits sociaux et non s'y mêler.

« L'universitaire est le plus autonome des hommes, libre dans ses préférences intellectuelles, c'est-à-dire dans le choix de l'objet de sa recherche, libre dans ses attitudes pédagogiques. »³⁴

« L'université a une situation particulière dans la société ; elle est souvent la seule à pouvoir se livrer à des analyses objectives et à proposer des solutions acceptables dans les conflits sociaux. »³⁵

La doctrine des dirigeants est apolitique ; elle n'est que la théorie des modes de conservation et de diffusion de la science. La doctrine étudiante est sur-politisée. Mais les deux ne sont point pour cela appelées à se heurter de front. La comparaison des textes des deux groupes nous permet de découvrir sous les différences de ton, de style, de vocabulaire, la même adhésion à un ensemble de principes qui se situent à l'antithèse des doctrines de la première période. La doctrine des dirigeants, qui insiste sur les valeurs d'équité, de rationalité, de modernité fait somme toute référence aux mêmes formes de légitimité que la doctrine étudiante. Toutes deux renvoient, en dernière instance, à une idéologie des libertés fondamentales, de la démocratie parlementaire, de la croissance rationnelle, de la mobilité individuelle contrôlée, qui est caractéristique des sociétés libérales modernes. Cette idéologie qui a nourri le mouvement d'opposition de la petite bourgeoisie urbaine au régime duplessiste aura, on le sait, une position dominante dans la société québécoise après 1960.

L'on ne saurait, bien sûr, induire du fait de l'adhésion commune aux mêmes formes de légitimité, l'impossibilité de divergences et d'affrontements entre les étudiants et les dirigeants. Observons qu'il existe une situation de rivalité, de concurrence entre deux groupes qui ont leurs intérêts propres, mais point de véritable lutte idéologique. Les traits les plus virulents de la doctrine syndicale sont décochés contre une doctrine traditionnelle qui a tendance à perdurer... Par contre, le débat entre les doctrines contemporaines (syndicale, libérale) tend à porter beaucoup plus sur les modalités que sur les principes, et les deux groupes s'y découvrent à la fois partenaires et rivaux.

³³ Mgr L.A. VACHON, *Unité de l'université*, Québec, PUL, 1962, p. 25.

³⁴ Jean-Charles FALARDEAU, *Grandeur et misère de la vie académique*, Québec, 1951, p. 6. (ronéo.)

³⁵ Mgr L.A. VACHON, *Responsabilité collective des universitaires*, Québec, PUL, 1964, p. 18.

c) *Troisième période*

Une situation toute différente prévaut à la troisième période. Les dirigeants se définissent ici comme des hommes d'organisation : l'université est d'abord un système privé de travail, qui définit ses propres orientations, mais qui sert aussi des finalités externes objectives, celles-là dictées par l'intérêt général de la société. La doctrine étudiante considère l'université comme un rouage et récuse d'emblée tout rapport d'appartenance à l'organisation ; elle veut s'inscrire directement au niveau culturel et politique. Les dirigeants sont partisans de la rationalité et du pragmatisme ; les étudiants se situent sur le terrain de la lutte idéologique absolue. Au système des hiérarchies fonctionnelles privilégié par les uns s'oppose l'individualisme anarchique des autres. Les deux doctrines ne sont point comparables l'une à l'autre : leur rapport n'est pas contradictoire mais contraire.

La doctrine du développement

Considérons brièvement les principaux traits de la doctrine des dirigeants. Celle-ci emprunte une grande partie de ses concepts à la théorie scientifique de l'organisation :

« L'université a-t-elle encore une initiative propre ? Ou est-elle devenue simplement le lieu où jouent des influences et des déterminations disparates provenant du milieu ambiant ? »³⁶

« Ce serait avant tout à l'intérieur de structures permanentes et adéquates que pourrait être assumée la tâche complexe de promouvoir un développement dynamique et harmonieux de l'université. »³⁷

Le *Rapport Roy* pose la question liminaire de la raison d'être de l'institution universitaire. Il procède d'un double constat : les fonctions traditionnellement assumées par l'université ne peuvent satisfaire aux impératifs imposés par le développement de la société contemporaine ; qui plus est, ces fonctions, souvent prises en charge par des institutions extérieures, ne justifient pas la survivance de l'université comme entité spécifique. Il faut selon les dirigeants repenser l'idée d'université, les fonctions qui lui sont imparties, les méthodes de gestion qui lui sont propres, ses modes d'intégration à la société : « L'urgence d'une réforme d'ensemble profonde et cohérente nous apparaissait comme une évidence. »³⁸

L'université ne peut plus légitimer son existence en fonction de la tradition ; elle doit au contraire s'adapter au changement. L'université ne peut plus se situer en retrait ; elle doit apporter sa contribution particulière au dé-

³⁶ Commission de la réforme, *Un projet de réforme pour l'Université Laval*, Québec, Université Laval, 1968, p. 12.

³⁷ Université Laval, *Rapport du Comité de Planification*, Québec, avril 1966, p. 4.

³⁸ *Rapport Roy*, p. 3.

veloppement, y jouer même un « rôle moteur » : « En quoi l'université peut-elle constituer un pôle spécifique de développement social et culturel ? »³⁹

Tout en continuant d'assumer ses fonctions traditionnelles (conservation du savoir, enseignement), elle doit se définir de nouveaux objectifs propres : la recherche, l'éducation permanente, la participation à l'aménagement régional, un enseignement de nature prospective. Somme toute, l'institution veut être pleinement intégrée à la société actuelle, en interaction dynamique avec les divers organismes et groupes sociaux, liée aux finalités dictées par l'impératif du développement : la croissance, la mobilité sociale, l'innovation scientifique et technique, la planification, la participation.

Au plan interne l'université est définie comme devant être une organisation à la fois efficace et efficiente, centralisée au plan de la gestion, rationnelle dans sa division des tâches, pourvue de canaux de communication adéquats, de mécanismes d'inventaire et de correction qui lui permettent de s'adapter avec souplesse au changement. N'énumérons que certaines assertions exemplaires : la pratique pédagogique, naguère considérée sous l'angle de la tradition et du charisme professoral doit désormais être traitée scientifiquement, évaluée et corrigée en fonction des critères de productivité, d'économie, d'efficience.

« Tout système pédagogique devrait comporter la définition d'objectifs précis et la mise en place de méthodes qui permettent d'évaluer les résultats obtenus et de s'assurer que les objectifs ont été atteints. »⁴⁰

L'élimination périodique et progressive des étudiants, source de gaspillage, doit être remplacée par la sélection à l'entrée. Au problème de la contestation l'on appliquera la solution des *human relations* : participation, *counselling*, aménagement agréable de l'environnement.

Au plan externe, les dirigeants remplacent les idées d'autonomie et de retrait par celles de spécialisation et de coordination des activités universitaires à l'échelon global de la société québécoise, de concertation des institutions à vocation de développement. L'université, en définitive, s'efforce de résoudre la crise engendrée par le jeu contradictoire des pressions externes et des conflits internes ; si elle veut survivre, il lui faut de toute urgence, refaire son unité interne, et justifier son action face à la société.

La doctrine libertaire

La doctrine étudiante libertaire, qui prédominera un certain temps dans des journaux alors sur le point de disparaître, prend en tous points le contre-pied des thèses précitées. Elle constitue aussi la négation d'une doctrine syndicale encore fortement enracinée dans le milieu étudiant.

³⁹ *Id.*, p. 13.

⁴⁰ *Id.*, p. 63.

Parce qu'elle était le fait d'une intelligentsia mandatée par une organisation, la doctrine syndicale ne pouvait s'épargner ni la référence aux institutions en place, ni le rappel des contraintes inhérentes à la situation du groupe, ni le renvoi aux possibilités légitimes ou légales de lutte. Et il importait peu que l'organisation syndicale soit écartelée entre la base, non-militante, et le sommet, paralysée par le corporatisme du plus grand nombre, récupérée par les administrations, contrainte au pragmatisme et au réformisme, prisonnière de la négociation, du compromis et du court terme. L'intelligentsia s'efforçait de repenser sans cesse plus adéquatement ses règles de fonctionnement.

Le même constat, suivant la doctrine libertaire, justifie le sabordement de l'organisation syndicale et l'adoption d'un schéma d'action insurrectionnelle et spontanéiste.

« Une minorité agissante, structurée ou non, peut faire bouger tout le campus. »⁴¹

Plutôt que de se plier aux contraintes « objectives » de la situation économique, politique, idéologique, les étudiants doivent faire surgir les conditions propices au combat.

La doctrine libertaire veut définir les vecteurs de la lutte anti-technocratique et anti-universitaire. Formulée d'une façon sommaire et expéditive, elle est d'abord la manifestation d'un style encore à la recherche de sa théorie. Et ce style est doublement caractéristique de la situation d'une avant-garde affranchie des contraintes de l'organisation et continuellement contaminée par les nouveaux modèles élaborés par le mouvement international et les idéologues étrangers.

La doctrine, versatile et syncrétique, conjugue tous les « ismes » dans sa production : Marx et Marcuse, Mao et Reich, Guevara, la nouvelle gauche américaine et l'*underground* s'y trouvent réconciliés.

« Ce combat oppose deux camps : ceux qui veulent produire et ceux qui veulent fleurir. »⁴²

De même le raisonnement confond continuellement l'analyse du social et de l'individuel ; il ramène tout à l'idéal et aux instances fondamentales de la personnalité : le sexe, l'affectivité, le jeu, le rêve. Il s'agit d'abord de changer l'homme, de faire violence aux structures les plus communes de la perception. La démonstration s'en remet aussi bien à l'intuition qu'à la logique, au mytique (le recteur autoritaire, le politicien asexué, la policier simiesque) qu'au réel.

« Le Carabin se prononce pour la créativité. »⁴³

⁴¹ *Le Quartier Latin*, 1968-69, XXIX, 14, p. 7.

⁴² *Le Quartier Latin*, 1969-70, LII, 5, p. 46.

⁴³ *Le Carabin*, 1968-69, XXIX, 2, p. 3.

« L'anarchie, c'est faire ce que tu es, et rien d'autre. C'est l'art. C'est ce qui n'est pas platte. » ⁴⁴

« La révolution - ce puissant orgasme social - comme une vague ourlée va accoucher de liberté. » ⁴⁵

La société industrielle et ses institutions sont bien sûr rejetées en bloc ; ce n'est que par un réflexe incident que la doctrine vilipendera au passage l'ordre économique capitaliste, la démocratie libérale étatique, la « rationalité » moderne, la morale chrétienne. Condamnation sommaire qui se double d'un appui pragmatique à toutes les forces de libération qui visent le renversement de l'impérialisme occidental.

Ce qui ne signifie pas que l'analyse s'appuie sur les schémas orthodoxes de la gauche. La révolution culturelle chinoise, le Mai français, le printemps tchèque ont fait la preuve de l'inanité et de l'irréalité du projet socialiste traditionnel et des credo théoriques de la vieille gauche. Les impérialismes soviétique et américain constituent les excroissances d'un même type général de société fondé sur l'autoritarisme, le bureaucratisme, le moralisme, l'exploitation.

Quel modèle doit-on opposer à celui de la société industrielle ? Les expériences yougoslave, chinoise, cubaine captent provisoirement l'attention parce qu'elles fournissent certaines prémisses pouvant servir à la construction du modèle rêvé : celui d'une société fondée sur l'égalité, l'hédonisme, l'auto-critique, l'auto-gestion et la révolution permanente.

« L'objectif poursuivi peut se résumer ainsi : remettre la totalité du pouvoir et des choix à des unités de base qui soient de véritables unités de vie sociale en sorte que les citoyens deviennent eux-mêmes les seuls responsables de leur vie personnelle et collective. » ⁴⁶

« Positivement c'est rendre possible à tout individu où qu'il soit et à tout moment de sa vie, de vivre, d'apprendre, de devenir plus conscient, de s'équiper, de travailler, de créer, de communiquer, de s'amuser, et tout cela en même temps. Décompartmenter complètement la vie et la société. Fondre en un seul et même 'lieu' l'école, l'usine, le bureau, le parlement, le centre d'amusement et la maison. » ⁴⁷

L'abolition des institutions existantes, la quête d'une société heureuse constituent évidemment des objectifs de longue durée. L'action à court-terme reste par ailleurs nécessaire, et elle est parfois difficile à conceptualiser. La doctrine se situe alors d'une façon malaisée entre l'utopie et la réforme : il faut certes détruire l'université, et il est certain que les mouvements de désertion ou le rêve utopique de sa dissolution ne suffiront pas à la faire disparaître. Partant alors des problèmes les plus immédiatement visibles d'aucuns

⁴⁴ *Le Quartier Latin*, 1969-70, LII, 3, p. 25.

⁴⁵ *Le Quartier Latin*, 1969-70, LII, 3, p. 35.

⁴⁶ *Le Quartier Latin*, 1969-70, LII, 7, p. 45.

⁴⁷ *Le Quartier Latin*, 1969-70, LII, 3, p. 34.

parlent des « possibilités de politisation au niveau de la pédagogie ». ⁴⁸ Les revendications à ce niveau affectent-elles tellement le système universitaire ? Ont-elles véritablement des incidences plus globales ? Ne s'expose-t-on pas à retomber dans les sentiers battus du réformisme ?

Le problème est pareil au niveau sociétal. Les militants ne savent s'ils doivent se couper de toutes les possibilités immédiates d'action. Ils croient trouver une solution dans l'alliance tactique (v.g. l'élection de 1970) avec les forces de la social-démocratie souverainiste et les technocrates, qu'il faut bien tenter de porter au pouvoir avant de songer à les renverser...

Oscillant entre la révolte culturelle, l'engagement de type réformiste et l'action individualiste, la doctrine libertaire triomphe momentanément dans les *media* étudiants parce qu'elle englobe tout. Consumée peu à peu par les querelles théoriques et les luttes d'intellectuels enclins au jeu gratuit de la démarcation (v.g. la dissolution de l'U.G.E.Q. en 1969, le sabordement du *Carabin* et du *Quartier Latin*), la doctrine conduisit le milieu étudiant à une situation de repliement, de désorganisation, d'impasse politico-idéologique dont il n'est point encore parvenu, deux ans après, à se relever.

III. LES DOCTRINES ET LES DISCOURS

Voyons très brièvement quels rapports existent entre les doctrines recensées ci-haut, et les différents discours étudiants que l'on retrouve à l'époque récente dans l'institution universitaire.

L'analyse des entrevues nous a permis d'identifier cinq grands types de discours, chacun dominé par une doctrine ou une idéologie caractéristique. ⁴⁹

Le premier type de discours, qui est formulé par le plus grand nombre de groupes étudiants, fait référence à l'idéologie de la modernisation et du réformisme. Grandement contaminé par la doctrine étudiante syndicale, ce discours récupère au surplus presque tous les thèmes d'une doctrine libérale que les dirigeants ont aujourd'hui dépassée. L'idéologie de la modernisation est en même temps celle du réformisme à court-terme parce qu'elle en appelle à des transformations dont certaines sont d'ores et déjà réalisées, ou en bonne voie de l'être (v.g. participation, engagement, pédagogie, etc.). Ce réformisme se traduit au niveau du discours par une logique du moyen terme (*statu quo*/réforme/révolution, cours non-magistral/ cours magistral/attitude magistrale, etc.) et de la conjugaison des termes habituellement opposés (professeurs et étudiants et administrateurs et travailleurs ; théorie et pratique, etc.). À l'opposé à la fois de la « révolution » et du « *statu quo* », il y aurait donc une idéologie étudiante de la *contestation positive*, empruntant la voie de la réforme.

⁴⁸ *Le Carabin*, 1968-69, XXIX, 5, p. 5.

⁴⁹ Voir notre rapport, ch. 4, pp. 128 - 154.

Un deuxième type de discours étudiant, dominé par une idéologie de type technocratique (développement, organisation, efficacité, cohérence/improvisation, inefficacité...), n'est que la réplique plus transparente et plus intransigeante de la doctrine du développement formulée par les dirigeants de la dernière période. Toutefois, à la différence des dirigeants, les étudiants font passer les exigences de développement en premier lieu et l'université en second. Ils en appellent au « changement » et à la rationalité ; ils se distinguent par leur façon virulente et expéditive de traiter les problèmes de l'université et de la société (planification/patronage ; information/ignorance ; gestion/gaspillage, etc.) ; ils sont revendicateurs et impatientes. On les rangera donc, eux aussi, parmi les « contestataires », en n'ignorant pas que leur contestation s'accomplit sous un jour bien particulier : elle ne vise en effet qu'un réaménagement technique du « système » propre à satisfaire leurs intérêts ; elle accepte pour le reste l'état présent de la division du travail et du pouvoir entre les diverses classes et forces sociales. Ces agents sont en effet de chauds partisans de la gestion pyramidale et de l'université sélective. Ici donc se dégage une autre dimension importante de l'idéologie « contestataire » qui n'a été que trop souvent ignorée.

Un troisième type de discours, inspiré d'une idéologie professionnaliste, donne un exemple typique de l'intégrisme politique et intellectuel de certaines strates étudiantes. Les agents, qui veulent s'identifier de façon rigide à l'autorité institutionnelle (dialogue, réalisme, problèmes concrets/contestations, émotivité, idéologies) se situent, en fait, à l'opposé de celle-ci. Ils reprennent toutes les thèses des doctrines de la première période : primat du praticisme, de l'individualisme, de l'efficacité, en termes de revenus, de statut, de compétence. Opposés à l'agitation « gratuite », aux revendications « abstraites », ils sont par ailleurs fort conscients de leurs intérêts, et peuvent être aisément récupérés par tout mouvement d'allure corporatiste qui aurait idée de boycotter les autobus ou d'occuper les cafétérias...

Restent deux autres types de discours mettant l'accent sur l'opposition idéologique, qui sont le fait de l'intelligentsia étudiante. L'un, qui fait la critique des modèles sociaux d'intellectualité et d'apprentissage, n'est que la répétition de cette pratique séculaire d'intellectuels opposés à l'académisme et à la culture d'école. Les agents récusent la technicité, la fonctionnalité et l'ensemble de leurs effets (laboratoire/fabrique ; vécu/livresque ; créativité/diplôme, etc.) ; ils rêvent d'une nouvelle université, quasi médiévale, autogérée et populiste. Ils idéalisent une condition étudiante dont ils veulent ignorer le caractère transitoire et la fonction d'apprentissage, ils valorisent une culture qu'ils voudraient objective et universelle, exprimant les intérêts de tous.

L'autre discours, dominé par l'idéologie de la révolte, reprend les grands thèmes de la doctrine libertaire. S'exerçant à évaluer les stratégies employées

naguère et les raisons de leur échec, il exprime un net sentiment de désabusement et d'impuissance. Certains agents font valoir la nécessité de faire table rase des expériences passées et de tout recommencer à zéro ; d'autres hésitent entre l'indifférence et la désertion.

L'examen des discours, aussi succinct soit-il, fait ressortir plusieurs phénomènes. Observons d'abord que les diverses formes de l'état présent, qu'une analyse superficielle tend toujours à privilégier, ont, en tant qu'objet, un statut relativement secondaire. En réalité, *ce sont les doctrines universitaires, tant actuelles que passées, qui paraissent être les principaux moyens de production des discours étudiants.*

L'on se rend compte, à l'examen des discours, que les formes idéologiques traditionnelles ont encore largement cours dans le milieu étudiant contemporain, que ce soit sous une forme directe ou transposée (v.g. les doctrines traditionnelle, libérale et syndicale). Se manifeste par cela la durabilité des structures idéologiques, l'efficacité propre d'un travail idéologique dont on tend parfois à oublier qu'il s'effectue toujours dans le temps long.

L'on s'aperçoit que le rapport entre les discours et les doctrines étudiantes, entre celles-ci et les doctrines des dirigeants universitaires, est essentiellement non symétrique ; la très grande partie des formes idéologiques étudiantes sont contaminées, sinon dominées par les doctrines des dirigeants universitaires. Se trouve remise en cause, de ce fait, cette théorie qui prête aux étudiants des tendances idéologiques essentiellement axées sur l'innovation, le radicalisme, la contestation. La grande variété des idéologies étudiantes, la diversité des intérêts qu'elles connotent, apportent de même un démenti à cette idée d'une classe étudiante ou d'une conscience de classe étudiante qui serait déterminée par l'âge, ou le substrat institutionnel.

Pour sûr, le groupe étudiant conserve une relative autonomie, en théorie, à cause de la possible distance qu'il entretient vis-à-vis le milieu d'origine et l'avenir professionnel. Mais l'on a bien vu que cela ne vaut point pour tous les étudiants (v.g. l'idéologie de la profession, l'idéologie technocratique). Et à quoi correspond, en réalité, cette condition d'autonomie qui est permise, garantie et limitée institutionnellement par les structures universitaires ? Les mécanismes libéraux de gestion et de socialisation ne sont-ils pas toujours les plus efficaces ? Pour la majorité des strates étudiantes le jeu de l'affranchissement et de la distance tourne vite à l'illusion, victime d'un cercle vicieux : car les idéologies étudiantes réformistes n'apparaissent être que des variantes d'une idéologie scolaire réformiste qui est elle-même tributaire, si l'on y regarde bien, de l'idéologie dominante dans la société.

Par ailleurs, des idéologies minoritaires, d'une facture plus radicale, subsistent toujours dans le milieu étudiant. La lutte que prétendent assumer ces dernières procède, au fond, d'un malentendu. Car, comme le souligne Bourdieu « la liberté de se libérer des contraintes scolaires n'appartient qu'à

ceux qui ont suffisamment assimilé la culture scolaire pour intérioriser l'attitude affranchie à l'égard de celle-ci. »⁵⁰ Les stratégies de mobilisation de la masse étudiante contre l'université élaborées par son élite intellectuelle n'auront toujours qu'un rendement aléatoire, leur faible fécondité étant fonction de leur irréalisme.

Il arrive, bien sûr, parfois que la méprise de l'avant-garde étudiante trouve son pendant dans l'illusion des masses. Notre analyse des discours étudiants⁵¹ nous avait permis de constater une dominance marquée des revendications « contestataires » dans les divers sous-ensembles idéologiques ; la révolte étudiante, l'intellectualisme, le réformisme de type libéral ou technocratique, le corporatisme et le professionnalisme le plus prosaïque s'alimentaient tous de contenus idéologiques contestataires, essentiellement polysémiques. Ainsi s'explique, par exemple, que les occupations de cafétéria, les revendications pour la mixité dans les résidences, les grèves pour les bourses et les transports aient pu mobiliser d'une manière sporadique le milieu étudiant dans son ensemble, les théories des leaders et le corporatisme du plus grand nombre se niant l'un et l'autre, sans pour cela se combattre.

Ainsi, comprend-on de même que des luttes symboliques aux objectifs et aux mots d'ordre ambigus menées par l'aristocratie étudiante (Québec français, McGill français, co-gestion, auto-gestion) aient pu soulever l'intérêt d'une petite bourgeoisie étudiante avant tout préoccupée par les débouchés, le calendrier, les cadences et les primes du travail universitaire.

Comme toutes les autres catégories sociales, les étudiants sont porteurs d'intérêts spécifiques. Ces intérêts nourrissent des revendications caractéristiques, sous-tendent des conflits mais aussi une volonté plus ou moins consciente d'intégration. Il n'est pas facile pour les étudiants d'échapper à l'emprise de l'institution universitaire et aux contraintes idéologiques et culturelles que celle-ci ordonne. L'intelligentsia étudiante, qui a cru bon au cours des années récentes d'aller poursuivre le combat au dehors, l'a bien compris.

Ainsi que l'on a tenté de le démontrer, les caractéristiques actuelles et passées des idéologies étudiantes, pour révéler leur vrai sens, doivent être replacées dans le contexte de l'histoire idéologique universitaire. Il reste à voir comment cette histoire, à son tour, peut être reliée à celle de l'institution universitaire...

Richard SIMONEAU

*Département de sociologie,
Université Laval.*

⁵⁰ P. BOURDIEU et A. DARBEL, *L'amour de l'Art*, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 93.

⁵¹ Voir le chapitre 4 de notre rapport de recherche.